

Dossier spécial

Journée ZABR 2016

L'observation sociale des territoires fluviaux (1ère partie)

MEANDRE, partenaire

MEANDRE attache une importance particulière non seulement à la production scientifique mais aussi et surtout aux relations, interactions, passerelles, connivences entre le monde de la recherche et celui des praticiens.

C'est la raison pour laquelle MEANDRE était partenaire de cette journée (novembre 2016, Avignon), que la Lettre a été présentée aux participants et que je restitue, inévitablement partiellement, les exposés et interventions de cette manifestation.

La ZABR, le GRAIE et la recherche

La Zone Atelier Bassin du Rhône ([ZABR](#)) rassemble 20 établissements de recherche, qui abordent par différentes disciplines, les interactions entre le milieu fluvial et périfluvial rhodanien et les sociétés qui se développent sur le bassin versant. Elle est le support de programmes de recherches pluridisciplinaires destinés à apporter des éléments pour l'aide à la décision publique en matière de gestion durable des cours d'eau et de leurs bassins versants.

La ZABR est labellisée « Zone Atelier » par le CNRS depuis 2001 : sa spécificité consiste à mener ses programmes de recherches sur des « sites ateliers ». Elle est structurée en GIS, Groupement d'intérêt Scientifique. Il s'agit d'un dispositif scientifique d'observation tourné vers les acteurs du territoire, qui bénéficie ainsi de nombreux partenaires opérationnels.

La ZABR dispose d'une structure d'animation/valorisation, pilotée par le [GRAIE](#), le Groupe de Recherche Rhône-Alpes sur les Infrastructures et l'Eau.

La Lettre MEANDRE se fait régulièrement l'écho des publications du GRAIE, dans les domaines de la gestion des eaux pluviales et de la gestion des milieux aquatiques. Voir par exemple la [brochure](#) « Le suivi scientifique de la restauration hydraulique et écologique du Rhône », bilan du programme RhôneEco (mai 2016)

Cette journée du 7 novembre avait pour ambition de présenter les résultats de 10 ans de recherche et de « Souligner leur intérêt pour la gestion des territoires de l'eau », sur l'un des axes de recherche de la ZABR, celui de l'observation sociale du fleuve et la question de la gouvernance.

Un séminaire scientifique, intitulé « Le Rhône questionné par les sciences humaines et sociales au sein de l'OHM vallée du Rhône », s'est déroulé en mars 2016. Le [recueil des interventions](#) est téléchargeable.

Des programmes de recherche sur des « sites ateliers »



Un élégant plaidoyer pour les sciences humaines et sociales (SHS)

Philippe Ellerkamp, président de l'Université d'Avignon, géographe, a introduit cette journée par un vibrant plaidoyer pour les sciences humaines et sociales.

« Les sciences humaines et sociales sont sous-exploitées en terme de consultation par les pouvoirs publics ».

- Il a dit sa satisfaction pour la façon militante dont les SHS étaient positionnées dans le programme de cette journée.
- Il a dit combien les SHS étaient – financièrement – maltraitées, sous-évaluées par les médias (qui sollicitent peu le monde de la recherche), sous-exploitées en terme de consultation par les pouvoirs publics.
- Que l'utilité sociale des SHS soit si peu reconnue constitue une situation regrettable et injuste, alors que ces sciences sont capables d'ausculter et de penser la complexité humaine, dans un monde qui en a bien besoin.

Que les SHS portent une petite part de responsabilité dans cette situation n'est pas impossible [là, c'est moi qui parle], mais Philippe Ellerkamp a évoqué la profonde restructuration en cours des institutions, l'important mouvement de rapprochement visant à repenser l'utilité de la recherche, à replacer cette recherche dans l'action. Car celle-ci ne doit pas se cantonner à la conservation des savoirs. Il faut développer « la pensée dans l'action, et des perspectives de l'action dans la pensée ».

Bref, et en toute modestie, des propos qui confortent les positions défendues dans ces colonnes...

De l'utilité des sciences humaines et sociales selon quatre perspectives

L'originalité – et la richesse – de la journée est d'avoir présenté la capacité des SHS à observer, mais aussi à gérer, les territoires fluviaux, selon quatre points de vue :

1. Contextualiser et spatialiser l'action sociale
2. Etudier les politiques publiques et leurs effets
3. Décrypter les jeux d'acteurs
4. Inscrire les bases de démarches participatives

Pour chaque point, les organisateurs présentaient de façon très concise les hypothèses qui fondaient la problématique de recherche ainsi que les principales avancées obtenues, puis deux éclairages scientifiques étaient proposés, complétés par un retour d'acteur public ou privé du territoire, pour illustrer comment les connaissances des SHS sont mobilisées. Une méthode de restitution dont bien des programmes de recherche pourraient avantageusement s'inspirer, pour faciliter l'accès des praticiens aux résultats de la recherche...

Les sciences humaines et sociales permettent de contextualiser l'action sociale observée

L'hypothèse posée par cette problématique était celui de l'« Intérêt d'avoir un regard diachronique pour comprendre l'histoire en marche et faire des recommandations ».

Au terme des recherches menées dans le cadre de la ZABR, les chercheurs avancent que « Les SHS permettent de comprendre la construction successive des territoires de l'eau et de voir leur interaction avec d'autres découpages territoriaux de l'eau ».

Emeline Comby est l'auteur d'une [thèse](#) de géographie et aménagement soutenue fin 2015, intitulée « Pour qui l'eau ? Les contrastes spatio-temporels des discours sur le Rhône (France) et le Sacramento (Etats-Unis) ».

**Une géo-
histoire des
aménagement
du Rhône (de
1945 à nos jours) :
quelles (dis)
continuités ?**

*Sur le Rhône,
l'année 2003 est
une rupture socio-
environnementale,
qui s'est maté-
rialisée par la
signature du Plan
Rhône.*

**Habiter la rivière
Ain**

Ce travail s'inscrivait dans le programme de recherche « DISRUPT-RHONE : Les discours de la rupture sur le Rhône français (1945-2013) » (voir la [fiche résumé](#) de ce programme).

Dans sa présentation de novembre, elle nous a fait toucher du doigt son colossal travail d'analyse de la presse entre 1945 et 2013 afin de « reconstruire des récits du Rhône », car ce corpus de centaines d'articles (1 079 articles du Monde), traité avec une grande rigueur scientifique et des outils pointus, « offre un regard rétrospectif pour appréhender des discontinuités exogènes et endogènes, des contraintes statiques et dynamiques et des trajectoires ». E. Comby montre qu'au fil des ans, sur des périodes identifiées avec précision, la façon de parler du Rhône évolue, des thèmes surgissent, perdurent plus ou moins longtemps, s'éclipsent (barrage, inondation, navigation, pollution aux PCB, etc.).

L'intérêt de l'exercice vaut évidemment de ce qu'il nous dit de nos représentations du fleuve et de la façon dont des politiques ou des préoccupations régionales et nationales, ou même européennes ou mondiales, influent sur l'émergence d'un « problème social » (c'est-à-dire lorsque la société identifie un problème comme tel et qu'il est mis sur l'agenda politique). « Derrière des aménagements, il y a toujours des priorités économiques ».

Dans sa thèse, E. Comby a cherché à reconstruire a posteriori des trajectoires fluviales, puis à questionner différents types de ruptures et enfin à cerner comment des logiques à des échelles plus larges jouent un rôle sur le fleuve.

Les discours de la rupture sur le Rhône sont au cœur du programme de recherche précité. Par exemple, « L'année 2003 est ainsi présentée comme une rupture, semblable à celle qui a précédé de la crue de 1856. Cette rupture socioenvironnementale a poussé les acteurs à redéfinir leurs objectifs de gestion et à reconsidérer leurs actions dans une perspective plus intégrée et durable, qui s'est matérialisée par la signature du Plan Rhône en 2007 ». « Or, depuis plus de trente ans, les sciences humaines et sociales ont pris pour objet d'étude les ruptures ou les discontinuités spatiotemporelles, qui procèdent ou entraînent des crises. Cette focale sur la rupture présente l'intérêt de se fixer sur le basculement : la crise devient un moment d'effervescence, une fenêtre vers des changements ».

Si la thèse d'E. Comby vous semble un pavé un peu trop chronophage, je vous suggère l'[article](#) « Raconter la crise : les extrêmes hydrologiques au prisme de la presse locale (Drôme) » (2011), qui illustre bien la méthode et l'intérêt des résultats obtenus. « En dépit de la qualité inégale de l'information véhiculée par la presse, elle apparaît comme une source pertinente pour étudier des communautés locales et mieux cerner les enjeux territoriaux ».

Voir également « Les discours de presse sur les reconquêtes du Rhône lyonnais (Le Progrès, 2003-2010) » ([article](#) payant, 3€), dans la revue Géocarrefour (N°88 de 2013, dont le titre « Encre les eaux courantes. Quelles méthodes pour analyser les discours ? » laisse augurer de l'intérêt des articles de ce numéro, dont l'[article](#) « Raconter l'inondation : quand les récits de catastrophes se font mémoire du risque », qui propose « d'étudier les potentialités pratiques de la notion de mémoire »).

La seconde présentation était celle d'Yves-François Le Lay, « Habiter la rivière d'Ain », titre d'un programme de recherche soutenu financièrement par EDF et l'Agence de l'Eau RMC. Participaient à ce programme des géographes, des historiens, un ethnologue.

La recherche a porté sur la rivière d'Ain (Jura et Ain) dans son ensemble, en s'intéressant aux relations entre la rivière et la communauté riveraine. Les chercheurs voulaient savoir notamment « Dans quelle mesure les discours des élus et des acteurs de la CLE sont-ils représentatifs de la diversité de la population ? ».

Plusieurs approches complémentaires ont été mises en œuvre : une analyse de la presse quotidienne régionale, une analyse de sources historiques des campagnes d'entretiens semi-directifs.

Sur l'Ain, la recherche identifie un nombre plus important que prévu d'« espaces vécus » par les habitants riverains.

Yves-François Le Lay a expliqué que « les gens de l'amont parlent de l'amont », mais pas de l'aval. Ils perçoivent les 5 barrages (situés dans la partie médiane encaissée de la vallée) comme un espace dégradé. Autour du Lac de Vouglans (l'une des 5 retenues), les gens parlent de tout le linéaire de la rivière et ils apprécient les barrages (Vouglans est un « spot » touristique important). Par contre, l'aval (notamment la confluence) est perçu comme un espace dégradé. Les gens de l'aval enfin ont bien une vision complète du linéaire, mais ont un point de vue très positif sur le site de la confluence, les barrages n'étant pas perçus comme des spots de première importance.

Et donc de s'interroger sur le nombre d'espaces vécus ? Si l'a priori des chercheurs étaient de conjecturer un amont / un aval, la réalité s'avère plus complexe, car il faut rajouter, comme espaces vécus, celui du secteur du lac de Vouglans, mais aussi le secteur des barrages, et même un cinquième, celui du projet de barrage à la confluence.

Prendre conscience de la pluralité et de la diversité des « espaces vécus », voilà qui modifie sérieusement la donne lorsque l'on veut communiquer vers les populations riveraines et les impliquer dans la gestion du cours d'eau, ou pour le moins dans les processus de concertation !

Cette analyse des représentations a également porté sur la façon dont les différents acteurs expliquent les « dégradations » observées, qui elles mêmes ne sont pas perçues ou hiérarchisées de façon unanime (les pêcheurs s'inquiètent d'abord des algues vertes, les gestionnaires de l'érosion des berges...). Là où les pêcheurs pointent du doigt l'agriculture, les gestionnaires évoquent les barrages et les riverains la surfréquentation touristique...

Pour l'équipe de recherche, « La caractérisation des attentes et de la demande de la société, ainsi que de ses références (imaginaire et mémoire) permettra notamment de mieux orienter les stratégies du SAGE ou encore de mieux préparer la population lors des opérations de restauration physique. En effet, passer de l'action publique classique (davantage top-down) à la gouvernance de l'eau, cela consiste à adopter des modalités d'action et de prise de décision plus partenariales, plus interactives et plus flexibles. La gouvernance de l'eau, c'est surtout la capacité à mettre en œuvre des partenariats efficaces entre les différents acteurs ».

Pour une présentation de ce programme, voir sa [fiche résumé](#).

Jean-Baptiste Chemery, du cabinet Contrechamp, a présenté les « Pratiques d'un consultant en sciences sociales entre recherche et action ».

Pratiques d'un consultant en sciences sociales entre recherche et gestion

J.B. Chemery avoue une « réelle appétence » pour les synthèses des travaux de recherche, les grilles de lecture ou les typologies qu'ils fournissent, les travaux de terrain, en même temps qu'il constate « un repérage et un accès difficile » de ces travaux. Et puis, « il ne suffit pas de lire, il faut aussi rencontrer les chercheurs », mais il regrette un « déficit d'échanges directs ». Car l'un des obstacles à surmonter est la difficile compatibilité entre les attentes fortes des praticiens en matière de préconisation (de la part de la recherche) et les précautions appuyées des chercheurs vis-à-vis de ces injonctions (crainte notamment d'une instrumentalisation de leurs travaux).

« Il ne suffit pas de lire, il faut aussi rencontrer les chercheurs ».

Un travail manque souvent entre praticiens et chercheurs sur ce que les premiers peuvent faire des résultats des seconds, mais les temporalités très différentes entre chercheurs et consultants constituant un frein majeur. J.B. Chemery se définit modestement plutôt comme un « butineur » des travaux de recherche, et un « bricoleur » en terme d'exploitation et de valorisation de leurs résultats.

Mais il manque très clairement des « lieux de médiation ». Si les consultants en sciences sociales peuvent être des « passeurs », de tels bureaux d'étude sont rares.

Les sciences humaines et sociales permettent d'étudier la conduite et les effets attendus et inattendus des politiques publiques

Deux hypothèses fondaient le second thème de la journée :

- L'intérêt de comprendre les mécanismes inhérents à une gestion intégrée de l'eau
- L'intérêt de comparer des processus sur plusieurs bassins versants pour des enseignements génériques

Pour les chercheurs, les travaux réalisés permettent d'une part de prendre du recul sur les défis des politiques mises en œuvre et, d'autre part, d'identifier des leviers pour améliorer le couplage entre politiques publiques environnementales et de développement territorial.

La territorialisation de la politique de l'eau sur le bassin versant de la Drôme

L'intervention de Sabine Girard s'intitulait « La territorialisation de la politique de l'eau sur le bassin versant de la Drôme : les enseignements d'une analyse rétrospective ». S. Girard est chercheuse à IRSTEA, auteur d'une [thèse](#) de doctorat en géographie (2012) : « La territorialisation de la politique de l'eau est-elle gage d'efficacité environnementale ? Analyse diachronique de dispositifs de gestion des eaux dans la vallée de la Drôme (1970-2011) ».

Cette chercheuse « s'intéresse aux évolutions des pratiques de gestion de l'environnement sous la double influence de l'écologisation et de la territorialisation des politiques publiques ». Dans sa thèse, « elle montre l'actualité et la pertinence de la démarche de la monographie diachronique dans l'étude des processus d'interface entre nature et société ».

« La politique de l'eau est de plus en plus environnementale et de plus en plus territorialisée ».

Dans sa présentation, elle a insisté sur un double constat : la politique de l'eau est de plus en plus environnementale et de plus en plus territorialisée, avec le pari que cette territorialisation (contrats de rivière, SAGE) permet une meilleure gestion de la ressource et des milieux. Territorialisation signifie différenciation des modes d'agir selon les contextes locaux, transfert des responsabilités de l'action de l'Etat vers de multiples centres de décisions, production/modification des territoires. Contrats et SAGE « créent de nouveaux territoires », les projets de gestion de l'eau sont aussi des projets de territoire.

Sabine Girard a rapidement présenté l'approche qu'elle met en œuvre dans sa recherche – la monographie diachronique – et les modes de représentation / interprétation des résultats de cette approche (dont la frise chronologique).

Plusieurs publications sont disponibles pour aller plus loin dans ses travaux. Je citerai notamment l'[article](#) : « En quoi les dispositifs territoriaux de la gestion de l'eau peuvent-ils être efficaces » (co-signé avec A. Riviere-Honegger), rédigé à partir de l'exemple de la gestion de la rivière Drôme, ou, plus complet, l'[article](#) « Les ressorts territoriaux de la gestion de l'eau sont-ils gages d'efficacité environnementale ? ».

Pour une [liste complète](#) des travaux de S. Girard.

Regard sur le Plan Rhône : de l'intérieur vers l'extérieur d'une politique de développement durable

Seconde intervention de cette session était celle de Carole Barthélémy et Emeline Comby, « Regard sur le Plan Rhône : de l'intérieur vers l'extérieur d'une politique de développement durable ». C. Barthélémy est sociologue, spécialisée en sociologie de l'environnement, à l'université Aix-Marseille.

Cette recherche « se proposait de questionner la notion de « développement durable » à l'œuvre dans le Plan Rhône ».

La recherche a été conduite en « analysant « l'intérieur » et « l'extérieur » du Plan Rhône », analyse qui a porté sur « d'une part, l'élaboration et la conduite du Plan Rhône et d'autre part, comment les actions réalisées en son nom ont été diffusées et médiatisées ». L'hypothèse des chercheurs était de « montrer les décalages entre l'engagement des acteurs dans cette politique et ce que les médias locaux en ont donné à voir et à en prendre connaissance ».

Ce travail repose donc sur une analyse croisée entre sociologie (C. Barthélémy) et géographie (E. Comby). L'enquête sociologique s'intéresse « à la manière dont les acteurs en parlent [du Plan Rhône] dans l'exercice de leurs fonctions » et l'approche géographique est une approche rétrospective, par l'analyse des discours (la presse régionale). L'intervention a mis l'accent sur trois résultats majeurs de cette recherche, « trois formes de relations sociales générées par le Plan Rhône ». La première forme est celle de « la négociation », la seconde celle du « désaccord », la troisième celle de la « collaboration »

Des décalages entre le discours des acteurs du Plan Rhône et celui des médias.

La recherche a mis en évidence des décalages entre le discours des acteurs du Plan Rhône (recueillis à travers des entretiens) et celui des médias. Ce que relaient largement ces derniers, c'est le vécu des riverains et des élus locaux, pas le travail de concertation et de participation des nombreux acteurs à la construction et au pilotage du Plan. Les médias privilégient également le thème des inondations (les articles consacrés au Plan Rhône dans La Provence ou le Dauphiné concernent à plus de 70% le sujet des inondations).

Pour finir, les chercheurs constatent que si le Plan Rhône se rattache bien à la notion de gestion intégrée, il est moins calé sur celui de développement durable (pas d'ajustement bien net entre les piliers du développement durable et les différents axes du Plan).

Les enseignements de la recherche pour l'action publique

La dernière intervention de cette seconde cession fut celle de Christelle Duc et portait sur « Les enseignements de la recherche pour l'action publique ». C. Duc est chargée de Mission Interrégionale Plan Rhône. Elle juge les travaux réalisés indispensables pour aider à mettre en œuvre et piloter les politiques publiques, qui, en l'espèce sont des démarches complexes, à l'articulation entre gestion de l'eau et développement des territoires.

C. Duc a regretté l'absence d'évaluation du CPIER 2013-2016 (l'outil financier du Plan Rhône), par manque de crédit. La recherche et ses résultats peuvent nourrir les démarches d'évaluation, sans se substituer à ce type d'exercice.

Elle a beaucoup insisté sur la nécessité de favoriser les rencontres chercheurs/gestionnaires, trop rares. Elle a reconnu le manque de réflexion sur le « comment » traduire les résultats de la recherche à des fins plus opérationnels, vers les gestionnaires.

Suite et fin de la restitution de cette Journée ZABR 2016 dans le prochain numéro.